



**"LE GRANIT"**

## CHARTE DU GRANIT

Cette charte d'éthique exprime les valeurs essentielles sur lesquelles s'appuient les membres du Comité de l'Association dans leur action quotidienne et permanente dans :

- **L'ECOUTE,**
- **LE RESPECT,**
- **LA DISPONIBILITE,**
- **L'INTEGRITE.**

**Dans ses buts et actions, le Comité dirige l'Association qui est chargée de :**

- Agir en organisme d'utilité publique, sans but lucratif, respectueux des lois, règlements, directives et procédures applicables dans le cadre de ses activités ;
- Offrir des logements de qualité à des conditions favorables et des loyers équitables ;
- Favoriser le développement de l'habitat en réalisant des logements économiques accessibles à tous ;
- S'interdire de transformer en propriété par étage toute opération menée avec l'appui de l'Etat ou sur des terrains mis à disposition en droit de superficie par une collectivité publique ;

**et dans leurs fonctions, ils s'engagent à respecter de :**

- Œuvrer dans l'intérêt général de la collectivité, de ses coopérateurs et sans esprit de lucre ;
- Procéder à l'attribution des logements sans aucune forme de discrimination quelle qu'en soit la nature et garantir l'égalité entre homme et femme ;
- Agir avec respect, équité et courtoisie dans les rapports avec autrui ;
- Gérer l'association de manière démocratique et dans le respect des statuts ;
- Assurer l'utilisation adéquate, efficace et efficiente des ressources à disposition ;
- Garantir la confidentialité des informations dont les membres du Comité ont connaissance dans le cadre de leurs activités ;

- Créer un cadre de travail harmonieux, générant la confiance et favorisant la motivation, l'échange, l'esprit d'équipe et reconnaissant le droit à l'erreur ;
- Eviter les situations de conflits d'intérêts et n'accepter aucun avantage susceptible de restreindre l'indépendance ou de porter atteinte à l'image de la probité des membres du Conseil ;
- Attribuer les travaux aux entreprises, selon les conditions générales du contrat d'entreprise édictées par les associations professionnelles, dont les prix fixés (moins disant et rabais usuels) sont conformes à la bonne pratique et dont les délais de livraisons sont respectés ;
- Valoriser la qualité des équipements et des coûts d'exploitation par des choix rationnels ;

Genève, octobre 2015